

Audience publique du 22 février 2021

Recours formé par
l'association sans but lucratif ..., ...,
contre une décision du ministre de l'Environnement du Climat et du Développement durable,
en matière de permis de construire

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 44046 du rôle et déposée le 23 janvier 2020 au greffe du tribunal administratif par Maître Thibault Chevrier, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats de Luxembourg, au nom de l'association sans but lucratif ..., ayant son siège à L-..., représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions, immatriculée au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro ..., tendant à l'annulation (1) de « *la décision du 20 février 2019 de Madame la Ministre de l'Environnement du Climat et du Développement durable portant autorisation d'une construction d'une centrale photovoltaïque au sol de 5 MWc sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de JUNGLINSTER : section ... (...), sous le numéro ... – Réf... (...)* » et (2) de « *la décision du 20 février 2019 de Madame la Ministre de l'Environnement du Climat et du Développement durable portant autorisation d'une construction d'une centrale photovoltaïque au sol de 2.26 MWc sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de JUNGLINSTER : section ... (...), sous le numéro ... – Réf. ... (...)* » ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice suppléant Michèle Baustert, en remplacement de l'huissier de justice Cathérine Nilles, demeurant à Luxembourg, du 10 février 2020 portant signification de ce recours à 1) l'administration communale de Junglinster, établie à la maison communale à L-6112 Junglinster, 12, rue de Bourglinster, représentée par le collège des bourgmestre et échevins et 2) la société anonyme ..., établie et ayant son siège social à L-..., représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions, inscrite au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro ... ;

Vu la constitution d'avocat à la Cour de Maître Steve Helminger, inscrit au tableau de l'Ordre de avocats de Luxembourg, déposée le 15 mai 2020 au greffe du tribunal administratif pour compte de la commune de Junglinster, préqualifiée ;

Vu la constitution d'avocat à la Cour de Maître Serge Marx, inscrit au tableau de l'Ordre de avocats de Luxembourg, déposée le 13 février 2020 au greffe du tribunal administratif pour compte de la société anonyme ..., préqualifiée ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe du tribunal administratif en date du 9 juin 2020 par Maître Steve Helminger pour compte de la commune de Junglinster, préqualifiée ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe du tribunal administratif en date du 16 juin 2020 par Maître Serge Marx pour compte de la société anonyme ..., préqualifiée ;

Vu l'acte de désistement d'instance déposé le 28 juillet 2020 au greffe du tribunal administratif par Maître Thibault Chevrier, au nom de l'association sans but lucratif ..., préqualifiée ;

Vu les pièces versées en cause et la décision attaquée ;

Le juge rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Thibault Chevrier, Maître Steve Helminger et Maître Serge Marx en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 18 janvier 2021.

En date du 20 février 2019, le ministre de l'Environnement du Climat et du Développement durable, désigné ci-après par « le ministre », accorda à la société anonyme ..., désignée ci-après par « la société ... », une « *autorisation pour la construction d'une centrale photovoltaïque au sol de 5MWc sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de JUNGLINSTER : section ... (...), sous le numéro ... (...)* ». L'autorisation fut assortie de diverses conditions.

Par une deuxième décision du même jour, le même ministre accorda à la même société une « *autorisation pour la construction d'une centrale photovoltaïque au sol de 2,26 MWc sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de JUNGLINSTER : section ... (...), sous le numéro ... (...)* ».

Par une requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 23 janvier 2020, l'association sans but lucratif ..., ci-après désignée par « ... », a fait introduire un recours tendant à l'annulation des deux décisions ministérielles précitées du 20 février 2019.

Il y a lieu de relever de prime abord que l'Etat n'a pas fourni de mémoire en réponse en cause dans le délai légal bien que la requête introductive lui ait été valablement notifiée par la voie du greffe en date du 23 janvier 2020. Conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, désignée ci-après par « la loi du 21 juin 1999 », le tribunal statue néanmoins à l'égard de toutes les parties par un jugement ayant les effets d'une décision contradictoire, même si la partie défenderesse n'a pas comparu dans le délai prévu par la loi.

Le 28 juillet 2020, Maître Thibault Chevrier a déposé au greffe du tribunal administratif un acte de désistement au nom du ... aux termes duquel ce dernier se désiste de son recours introduit sous le numéro 44046 du rôle et dirigé contre les décisions précitées émises par le ministre en date du 20 février 2019.

A l'appui de son acte de désistement la société demanderesse explique que malgré ses demandes auprès du ministère de l'Environnement du Climat et du Développement Durable, ainsi qu'auprès de l'administration communale de Junglinster, à travers ses courriers des 25 septembre 2019, respectivement 22 janvier 2020, elle n'aurait pas été informée du fait que les décisions ministérielles déferées avaient été dûment affichées aux abords du chantier des constructions projetées. Elle affirme qu'elle n'aurait appris l'existence dudit affichage qu'à la lecture du mémoire en réponse de la partie tierce intéressée, à savoir la société Dans la mesure où cet affichage affecterait « *nécessairement la recevabilité du recours* », elle déclare

se désister de l'instance introduite le 23 janvier 2020.

Force est au tribunal de constater que le désistement ainsi proposé est régulier en la forme et conforme à l'article 25 de la loi du 21 juin 1999, de sorte qu'il y a lieu de donner acte à la partie demanderesse qu'elle se désiste de l'instance introduite en date du 23 janvier 2020 sous le numéro 44046 du rôle et de constater la déchéance du recours au sens de l'article 25 de la loi du 21 juin 1999.

A l'audience publique des plaidoiries le litismandataire de la société ... a expliqué que sa mandante souhaitait maintenir sa demande en allocation d'une indemnité de procédure d'un montant de ... euros, telle que formulée dans son mémoire en réponse.

A l'appui de cette demande en allocation d'une indemnité de procédure, le litismandataire de la société ... a réitéré les arguments d'ores et déjà exposés dans le cadre du mémoire en réponse. Ainsi, il pointe du doigt « *la légèreté avec laquelle le présent recours [aurait] été introduit* ». La partie demanderesse n'aurait manifestement pas pris le soin de vérifier la recevabilité *rationae temporis* de son recours, sinon, elle aurait dû arriver à la conclusion qu'elle était forclosée à agir.

La société ... ajoute qu'il serait incohérent et inconséquent de voir une association se disant protectrice de l'environnement attaquer des parcs photovoltaïques au sols qui contribueraient pourtant de façon substantielle à la lutte contre le réchauffement climatique et donc à la préservation de l'environnement. Cette action serait d'autant moins compréhensible que la partie demanderesse serait incapable de formuler des reproches concrets quant au fond de l'affaire. Elle n'aurait ainsi pas formulé de façon cohérente son argumentation relative à la prétendue violation de l'article 32 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, désignée ci-après par « la loi du 18 juillet 2018 », et elle n'avancerait aucun moyen concret et scientifiquement étayé démontrant que le projet serait susceptible d'affecter une zone de protection spéciale ou une zone spéciale de conservation de manière significative, eu égard aux objectifs de conservation d'une telle zone. En guise de conclusion la société ... sollicite l'allocation d'une indemnité de procédure d'un montant de ... euros, alors qu'elle aurait été obligée de se défendre en justice sous l'assistance d'un avocat à la Cour dans le cadre d'un recours, introduit « *à la légère* » en dehors du délai de trois mois prévu pour l'introduction des recours contentieux et « *fondé sur des moyens fantaisistes* ».

La partie demanderesse conclut au rejet de cette demande en allocation d'une indemnité de procédure. Elle explique qu'elle aurait préféré se désister de son recours du fait de l'« *irrecevabilité manifeste* » de ce dernier qui ressortirait des informations qui ne lui auraient jamais été communiquées par l'Etat, auteur des décisions déférées, malgré ses démarches répétées. Elle en conclut que ce serait la carence de l'Etat qui causerait préjudice à la société Elle ajoute que la société ... aurait pu lui communiquer dès l'introduction de son recours les preuves de l'affichage des décisions déférées. Le désistement serait alors intervenu sans que la société ... n'aurait eu besoin de déposer un mémoire en réponse de 36 pages. Elle conclut que la condition d'iniquité ne serait pas remplie, de sorte qu'il y aurait lieu de rejeter la demande en allocation d'une indemnité de procédure.

Le tribunal précise d'abord qu'aux termes de l'article 33 de la loi du 21 juin 1999: « *Lorsqu'il paraît inéquitable de laisser à la charge d'une partie les sommes exposées par elle et non comprises dans les dépens, le juge peut condamner l'autre partie à lui payer le montant qu'il détermine.* »

Par ailleurs, une demande en obtention d'une indemnité de procédure n'est pas atteinte par les effets de la renonciation au recours, dès lors que ladite demande, procédant d'une cause juridique particulière et autonome, à savoir l'article 33 de la loi du 21 juin 1999, a une individualité propre et doit être toisée à la demande d'une des parties¹.

En l'espèce, le tribunal est amené à conclure que la demande tendant à l'allocation d'une indemnité de procédure, telle que formulée par la partie tierce intéressée, à savoir, la société ..., n'est pas justifiée étant donné qu'aucune iniquité au sens de l'article 33 de la loi du 21 juin 1999 ne peut être constatée. Il ne peut ainsi pas être reproché à la partie demanderesse, telle que le suggère la société ..., d'avoir introduit le recours sous examen à la légère sans en avoir vérifié la recevabilité *rationae temporis*. En effet, même après s'être expressément enquis par courriers – d'ailleurs versés en cause – auprès des autorités administratives concernées en l'espèce, à savoir l'administration communale de Junglinster ainsi que le ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, sur l'existence et les circonstances de publication des décisions ministérielles déférées, lesdites autorités sont restées muettes au sujet de l'existence d'une telle publication et plus particulièrement d'un affichage des décisions ministérielles déférées aux abords des chantiers projetés en application de l'article 60 de la loi du 18 juillet 2018. La partie demanderesse a partant légitimement pu admettre que ladite publication a fait défaut et en conclure que les délais de recours à l'encontre des décisions ministérielles en question n'avaient pas commencé à courir, et donc introduire un recours contentieux afin de faire vérifier la légalité des décisions ministérielles en question.

La société ... reproche encore, d'une part, une incohérence au ..., dans la mesure où ce dernier attaquerait en tant qu'association se disant protectrice de l'environnement des parcs photovoltaïques qui contribueraient précisément à la préservation de l'environnement et, d'autre part, l'absence d'une argumentation cohérente à la base de ses moyens. Force est au tribunal de constater que ces considérations constituent l'argumentation de la partie tierce intéressée ... et auraient ainsi pu être prises en compte dans le contexte de l'analyse de la recevabilité sinon du bien-fondé du recours. A défaut d'analyse détaillée, elles ne permettent en tout état de cause pas de conclure, tel que le suggère la société ..., que le recours aurait été introduit « à la légère », ni par conséquent de conclure à une iniquité au sens de l'article 33 de la loi du 21 juin 1999.

Enfin, le tribunal constate que la société ... a déposé au greffe du tribunal administratif le 16 juin 2020 les pièces censées démontrer l'affichage en bonne et due forme des décisions déférées et qu'en conséquence ... n'a plus déposé de mémoire en réplique, mais, a déposé au greffe du tribunal administratif le 28 juillet 2020 un acte de désistement d'instance, démontrant ainsi qu'il n'a pas souhaité maintenir un recours qui risquait fortement d'être déclaré irrecevable et évitant de la sorte aux autres parties en cause de devoir, le cas échéant, procéder à la rédaction d'un mémoire en duplique. A cet égard encore, aucune iniquité au sens de l'article 33 de la loi du 21 juin 1999 ne saurait donc être constatée.

Eu égard à l'ensemble des développements qui précèdent la demande en allocation d'une indemnité de procédure telle que formulée par la société ... est rejetée pour ne pas être fondée.

¹ v. par analogie : trib. adm. 15 mars 2017, n° 38993 du rôle, Pas. adm. 2020, V° Procédure contentieuse, n°1128 et les autres références y citées.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

donne acte à la partie demanderesse qu'elle se désiste de l'instance introduite en date du 23 janvier 2020 sous le numéro 44046 du rôle ;

déclare le désistement d'instance régulier et valable ;

constate la déchéance du recours au sens de l'article 25 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives ;

rejette la demande tendant à l'allocation d'une indemnité de procédure d'un montant de ... euros telle que formulée par la société anoyne ... ;

condamne la partie demanderesse aux frais et dépens ;

Ainsi jugé par :

Françoise Eberhard, vice-président,
Hélène Steichen, premier juge,
Michèle Stoffel, premier juge,

et lu à l'audience publique du 22 février 2021 par le vice-président, en présence du greffier Lejila Adrovic.

s.Lejila Adrovic

s.Françoise Eberhard

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 22 février 2021
Le greffier du tribunal administratif